

En plus du harcèlement médiatique du Venezuela, ils tentent d'impliquer Cuba.



Par Roberto Morejón

La presse hégémonique et la droite internationale se déchaînent contre le gouvernement vénézuélien pour ce qu'elles qualifient de fraude lors des élections du 28 juillet, et la tentative d'impliquer Cuba dans les affaires intérieures du pays sud-américain n'est pas surprenante.

Les autorités cubaines ont catégoriquement nié toute intervention dans la préparation et la tenue des élections, comme l'ont suggéré les tenants des lignes les plus conservatrices.

Le chapitre le plus récent de ce roman macabre concerne l'envoi présumé de spécialistes en informatique ou dans d'autres domaines, dans le but d'altérer le vote du 28 juillet.

Le ministère cubain des affaires étrangères a pointé du doigt Francisco Santos, empêtré dans des scandales politiques et maître d'œuvre d'un autre gros mensonge, selon lequel l'insurgé Iván Márquez aurait été à Cuba, comme le principal architecte de la supercherie.

L'ancien vice-président colombien, colistier d'Álvaro Uribe, était un fervent critique du processus de paix et de l'accord de paix signé entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie, autrefois insurgées, et le gouvernement de Juan Manuel Santos.

Ce n'est pas la seule fausseté qui a été lancée au sujet de la nation caribéenne en relation avec le Venezuela.

Auparavant, sur la base d'une manipulation grossière du réactionnaire Diario de las Américas, il a été question d'une modification du trafic aérien irrégulier entre Cuba et le Venezuela, à l'occasion de la journée civique dans ce dernier pays.

L'Institut cubain de l'aéronautique civile a confirmé qu'entre le 28 juillet et le 2 août, aucun vol en dehors du programme commercial n'a été enregistré.

Alors que la ligne politique internationale la plus éculée et la presse d'entreprise s'associent ou génèrent des matrices d'opinion anti-cubaines, elles s'abstiennent de pointer du doigt ceux qui s'ingèrent réellement dans les affaires intérieures vénézuéliennes.

Le gouvernement américain a reconnu le chef de l'opposition d'extrême droite Edmundo González Urrutia.

Washington a ainsi ignoré les résultats officiels communiqués par le Conseil national électoral, seul habilité constitutionnellement à trancher de telles contestations.

Comme on s'en souvient, l'organisme électoral a déclaré le président actuel Nicolás Maduro vainqueur avec 52 % des voix, après quoi l'extrême droite a encouragé les protestations et la violence.

Le monde observe une campagne de harcèlement et de manipulation contre le Venezuela, à laquelle certains tentent d'ajouter Cuba comme cible.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/362585-en-plus-du-harcelement-mediatique-du-venezuela-ils-tentent-dimpliquer-cuba>



Radio Habana Cuba